

Rencontre avec Bronisław Geremek

*« Il est plus facile d'unir des économies et des administrations
que d'unir des mémoires. Les nouveaux pays-membres ont une mémoire différente »*



Łódź, rue Zachodnia - Cédric Gerbehaye, Agence VU'

Bronisław Geremek, député européen, homme politique et historien polonais.
Aziliz Gouez et **Katarzyna Biniaszczyk** sont chercheuses à *Notre Europe*.
Propos recueillis dans le cadre du projet « Fabriques de l'Europe ».



Bronisław Geremek est né en 1932 à Varsovie et a passé une partie de son enfance dans le ghetto de Varsovie, d'où sa mère et lui réussirent à s'échapper en 1943. Diplômé de la faculté d'histoire de l'Université de Varsovie en 1954, il a poursuivi ses études à Paris, à l'École Pratique des Hautes Etudes. Médiéviste, spécialisé dans l'étude de la pauvreté et de la marginalité en Europe, il a pris en 1962 la direction du Centre de civilisation polonaise créé à la Sorbonne.

D'abord militant du « Parti ouvrier unifié polonais », Bronisław Geremek a pris ses distances avec le parti communiste suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Devenu l'une des figures saillantes de l'opposition polonaise des années 1970, il a rejoint en août 1980 les grandes grèves de Gdańsk et est devenu l'un des conseillers du mouvement syndical Solidarność.

Grand avocat de la cause de l'élargissement de l'UE à ses voisins d'Europe Centrale et acteur passionné de la construction européenne, Bronisław Geremek n'a pas faibli dans ses engagements politiques après 1989. Il a notamment exercé les fonctions de député au Parlement polonais (Sejm), de Ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2000 (c'est lui qui a signé le traité d'adhésion de son pays à l'OTAN, en 1999), de député européen de 2004 à 2008, et était depuis 2006 Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Nous l'avons rencontré au printemps 2008, dans son bureau du Parlement Européen de Bruxelles, et avons appris avec une grande tristesse son décès accidentel le 13 juillet 2008.

Qu'est-ce que l'Europe Centrale ?

L'Europe Centrale, c'est la nostalgie de l'Europe. C'est le rêve de peuples qui avaient le sentiment d'être coupés de leur environnement naturel, c'est-à-dire la culture européenne et tout ce qu'elle représente. Le rêve de l'Europe Centrale, c'était de retrouver l'Europe tout court.

Qu'est devenu ce rêve ?

Il disparaît, car c'était un rêve de libération. Maintenant que l'Europe Centrale fait partie intégrante de l'Union européenne, c'est un horizon qui ne mobilise plus. Nous avons eu, le 1er mai 2004, le sentiment de voir notre rêve réalisé : *Enfin voilà le retour en Europe !* Le drapeau de l'Union européenne hissé sur la place Piłsudski de Varsovie, à minuit, fut un grand moment symbolique. Hélas ce ne fut un grand moment que pour nous, pour les pays qui venaient vers l'Europe. Ce ne fut pas un moment de bonheur et de joie du côté occidental.

Y a-t-il aujourd'hui un nouveau rêve européen pour remplacer celui de l'époque du partage de l'Europe en deux blocs ? Je n'en suis pas sûr...

Vous qui récusiez la pertinence des frontières géographiques pour définir l'identité européenne, que vous inspire l'idée de partir des villes pour penser l'Europe ?

L'urbanité européenne est le facteur du mouvement dans l'histoire de l'Europe. Dans les économies traditionnelles, au Moyen Âge, au début de l'époque moderne, les villes furent le centre de la pensée, du développement, du progrès technologique en Europe. Je suis moi-même un homme de la ville, j'aime la ville ! Mais quand on dit que les villes font l'Europe, on contredit la réalité : l'Europe est aussi profondément rurale.

Et ce n'est pas seulement la *nouvelle Europe* – l'Europe de l'Est – qui apporte le « poids » de ses populations paysannes. De ce point de vue, la différenciation entre l'Est et l'Ouest, bien qu'enracinée dans la longue

durée, n'a pris toute son ampleur qu'au cours du dernier quart de siècle. Je me rappelle mon premier contact avec la France, en 1956, dans la région du Massif Central : j'y ai trouvé un paysage qui rappelait celui de la Pologne profonde. C'est au moment de l'élargissement que la différence entre l'Est et l'Ouest a révélé sa pleine mesure, avec d'un côté un pays comme la Pologne, où près de 40% de la population vit de l'agriculture et, de l'autre, des pays dans lesquels la population rurale est devenue résiduelle. Tout en attachant une importance primordiale aux villes comme le moteur du changement, il ne faut donc pas oublier que l'Europe est aussi faite de résistances du passé. L'histoire de l'Europe, c'est aussi l'histoire des sociétés rurales.

Mais les campagnes peuvent-elles encore constituer l'avenir de l'Europe ?

Quand je pense à cet avenir, je n'ai pas de doute que le dépeuplement des campagnes est un fait irréversible. L'Europe est devenue urbaine, les nouveaux pays membres n'auront changé l'équilibre que pour une courte période...

Mais le problème est le suivant : faut-il considérer notre passé rural comme un poids, ou bien au contraire comme une chance ? Je pense que la PAC, qui arrive à sa fin et qui est critiquée maintenant de toutes parts, était en réalité une politique très sage. C'était une politique de préservation du patrimoine dans le cadre d'une modernisation nécessaire. Nous devons préserver notre paysage culturel, ce paysage qui a été façonné à travers l'histoire. Sans cela l'Europe perdra son identité.

En quoi cela est-il si important ?

Nous entrons dans une époque où l'Europe, comme les autres continents, se trouve en face de défis environnementaux qui mobiliseront toutes les énergies, toutes les nouvelles technologies, afin de défendre l'espace

humain et l'espèce humaine. On observe une sensibilisation croissante à ces questions. Dans nos pays, ceux de l'Est, cette sensibilité n'existait pas : politiquement parlant, il n'y avait pas de « Verts » ; socialement parlant, les gens étaient très peu sensibles à l'écologie. Et il y avait en outre un côté idéologique à cette indifférence : le paysage naturel n'était pas, pour les communistes, la référence de la condition humaine.

J'ai assisté, en 1989 ou 1990, à une rencontre entre le Président polonais, Lech Wałęsa, et le Président tchécoslovaque, Václav Havel. La rencontre devait avoir lieu dans un refuge de haute montagne, à la frontière entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est. Et ce qui m'a frappé, c'est que l'objet de nos discussions fut l'état du milieu naturel. Il y avait une telle destruction sur notre chemin – des forêts qui semblaient n'être plus qu'un souvenir, une surindustrialisation, une tristesse des milieux environnants...

Nous vivons dans une époque différente. Si je cherchais la définition la plus simple de l'idée européenne, je dirais qu'elle se fait aujourd'hui autour de trois choses : la liberté (en politique, en économie, dans la vie), la paix – et j'ajouterais une sensibilité particulière à la question des milieux naturels.

Quels sont, à vos yeux, les grands défis auxquels est aujourd'hui confronté votre pays ?

Un défi économique, tout d'abord. La Pologne doit trouver le moyen de participer pleinement à l'aventure prometteuse de l'intégration européenne. Elle y participe déjà, mais cela est largement dû à une première phase de délocalisations qui ont privilégié la Pologne du fait de sa main-d'œuvre bon marché. Certaines entreprises quittent déjà le pays pour aller ailleurs. Il faudrait maintenant que les Polonais se mettent en quête de facteurs d'innovation.

Le second défi est d'ordre culturel : il est plus facile d'unir des économies et des administrations que d'unir des mémoires. Les nouveaux pays-membres ont une mémoire différente : la Première Guerre mondiale, par

exemple, nous fait moins penser aux immenses cimetières de Verdun qu'au recouvrement de notre indépendance nationale. Le début de la Deuxième Guerre, le 1er ou le 3 septembre 1939, est connu dans l'Europe toute entière. Mais le 17 septembre – quand l'armée soviétique, en accord avec l'Allemagne d'Hitler, est entrée sur le territoire de la Pologne – ou bien l'occupation des Républiques baltes par l'Armée rouge, sont des faits peu connus à l'Ouest. Cela a des conséquences...

Si nous voulons que l'UE se renforce, il faudra que cette réunification des mémoires progresse. Sans cela, nous courons le risque d'un retour au national. Dans les nouveaux pays-membres, nous n'avons pas une grande expérience de la dialectique entre le niveau européen et le niveau national. Nous sommes arrivés dans un univers institutionnel et psychologique déjà formé. Les dangers de cette situation concernent tous les pays de l'Union, puisque nous avons désormais partie liée.

Cette unification des mémoires n'est-elle pas déjà consubstantielle au processus de construction européenne?

Que trouve-t-on dans les Traités européens en ce qui concerne la culture ? Que l'on va « préserver le caractère national des cultures », de crainte que l'unification européenne ne se fasse au détriment des spécificités nationales. Vous ne trouvez jamais mention du soutien à la culture européenne dans son aspect unitaire.

Il y a chez nous un danger de dérive nationaliste, qui fait écho aux dérives nationalistes et aux tentations de patriotisme économique dans certains anciens pays-membres de l'Union. Il faudrait dépasser les deux par la construction d'une identité commune. En traduisant cela dans une approche quotidienne, cela veut dire, par exemple, des manuels d'histoire communs.

Permettez-moi de revenir aux villes : pouvez-vous nous parler de celle où vous avez passé l'essentiel de votre vie – Varsovie ?

Les changements de ces dernières décennies sont sidérants. Il m'arrive de ne pas savoir du tout où je suis dans Varsovie ! Ma ville est celle de mes souvenirs d'avant-guerre, celle aussi des années d'après-guerre, quand on reconstruisait. Tandis que maintenant, Varsovie est devenue une grande ville européenne moderne, avec un habitat dispersé, une architecture mêlée, moderniste, mais sans pensée urbanistique, ce que je regrette. Il n'en demeure pas moins que c'est une ville que j'aime, ma ville à moi. D'abord, c'est le visage humain de Varsovie qui me plaît : c'est une ville de composition nouvelle, qui n'a pas d'histoire. Elle est peuplée de familles arrivées pour la plupart de petites villes, venant d'un horizon économique et social rural. Il y a peu de Varsoviens de souche, je suis presque un animal préhistorique ! C'est donc une ville sans racines profondes, mais dont la population exprime une grande joie à être là et à vivre ensemble. Et puis les Varsoviens sont innovants et ouverts, ils regardent la modernisation avec sympathie. Ils ne sont pas tristes et fatigués ; ils ont un sens de l'humour, peu de mélancolie – un tout petit peu de nostalgie de temps en temps, mais qui ne dure pas... Et enfin, Varsovie est une ville de jeunes, avec une structure universitaire très importante. Tout cela en fait une ville attractive, bien qu'elle ne soit pas aussi belle que, par exemple, Cracovie.

Prenons le destin d'une autre grande ville polonaise – Łódź – où les établissements industriels fondés par Izrael Poznański ont récemment été transformés en centre commercial. Que vous inspirent de telles reconversions ?

La famille Poznański était l'une des grandes familles juives de Pologne, qui avait des ramifications partout : j'ai rencontré un jour dans un grand pays d'Asie centrale, l'épouse du Ministre des affaires étrangères, née Poznański !

Le phénomène de Łódź n'est pas particulier à la Pologne : cette « Manchester polonaise » appartient à une longue tradition européenne, qui a vu, depuis le début du XVI^e siècle, les grands entrepreneurs construire des logements pour leurs ouvriers tout près des usines. Cela faisait partie du rapport d'exploitation, mais c'est aussi un élément qui a formé le paysage culturel et matériel des villes européennes.

Le paysage actuel de Łódź est très séduisant, très exotique. Les grands bâtiments en briques où l'on travaillait et qui maintenant, après leur rénovation, semblent avoir une certaine beauté, étaient le lieu d'une misère extrême. Il faut voir *La terre promise*, le film de Wajda, et savoir que ce film des années 1960 – qui représente les débuts de l'industrialisation, au siècle précédent – a été tourné dans le cadre naturel de l'usine, alors toujours en activité. C'étaient des conditions de travail du XIX^e siècle prolongées jusqu'en plein cœur du XX^e siècle.

La pauvreté est-elle un sujet pour l'Europe ?

Je crois que John Rawls, le grand penseur libéral, a raison de dire que chaque gouvernement peut être jugé par la façon dont il a contribué à l'amélioration de la vie des plus pauvres, ce qu'il appelle la « maximisation du minimum social ». C'est un libéral qui le dit... En considérant le libéralisme comme une sorte d'insulte, on oublie parfois de voir ce côté, qui associe l'attachement à la liberté à l'action pour la justice.

Un ecclésiastique français, le Père Wrezinski¹, a quant à lui affirmé que le droit des pauvres à être secourus est un droit fondamental. C'est très important, cette idée que la misère est contraire aux droits de l'Homme.

Et cette misère extrême, nous l'avons vue dans les anciens pays communistes au moment de la transition, par exemple lorsque la fermeture – la privatisation – des grandes fermes d'État dans le nord-est et le nord-ouest de la Pologne a privé les ouvriers agricoles de leur travail et que le

chômage est devenu héréditaire. L'Union européenne devrait regarder cela en face. Il faudrait plus de sensibilité à l'égard de la pauvreté à l'intérieur de l'Europe, et non pas uniquement à l'égard de celle des Africains ou des Asiatiques.

« La potence ou la pitié »² : ces deux termes peuvent-ils encore caractériser l'attitude des Européens vis-à-vis des pauvres ?

Nous vivons dans un monde radicalement différent de celui du Moyen Âge. Mais lorsque l'on ouvre le journal et que l'on apprend qu'un jeune Malien s'est jeté dans un fleuve et est mort d'une crise cardiaque en fuyant la police qui voulait l'expulser de l'Union européenne, on se dit que l'élément « potence » est toujours bien présent dans nos institutions.

Ce que Braudel appelait « la férocité bourgeoise »...

Braudel, qui était l'un de mes maîtres, a eu une autre formule, qui m'a beaucoup servi dans mes engagements politiques. Il a dit que pour le bonheur des êtres humains il faut trois choses : la liberté, le marché et un peu de fraternité. Un Polonais dirait « un peu de solidarité », mais cela veut dire la même chose...

Il y a dans l'Union européenne, en face de l'immigration massive – qui introduit le désordre à l'intérieur des pays-membres et dépasse parfois leur capacité d'absorption – une tendance à répondre par la mise en place de régimes répressifs. Que l'on pense aujourd'hui à créer des camps pour les immigrés illégaux... Quand même !

La pitié, c'est aussi une dégradation de l'homme. Il y a parfois dans l'attitude philanthropique plus d'intérêt pour le bien propre de l'homme qui donne l'aumône, et qui veut ainsi s'approcher du dieu, qu'un sentiment

¹ Le Père Joseph Wrezinski fut le fondateur d'ATD Quart-Monde en 1957.

² Publié en 1978 en Pologne, *La potence ou la pitié : l'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours* est un ouvrage dans lequel Bronisław Geremek analyse les sentiments contradictoires inspirés par les pauvres, depuis les mendiants de l'Occident chrétien jusqu'aux laissés-pour-compte de nos sociétés d'abondance.

de véritable solidarité à l'égard du pauvre. L'homme qui est secouru est souvent traité comme un objet. Il y a un visage hideux de la philanthropie, où s'affiche le mépris du riche pour le pauvre qu'il secoure. Et il y a aussi l'hostilité de celui qui est secouru. Les attitudes psychologiques restent inchangées...

Il ne fait aucun doute qu'il y a moins de situations de crise dramatiques, d'explosions d'indigence, en Europe aujourd'hui. Mais nous continuons de traiter la pauvreté par ce jeu de moyens répressifs et de condescendance. Je crois que nous n'avons pas, jusqu'à maintenant, inventé la bonne façon d'aborder le problème de la misère humaine. Peut-être que c'est impossible. Il faut considérer ce couple « potence-pitié » comme une interrogation qui devrait nous faire réfléchir, nous, les hommes du XXI^e siècle.

Vous avez parlé de résistances du passé en évoquant le monde rural, mais que vont devenir tous ces gens restés cloués sur place, congédiés des vieilles usines de l'Europe ?

Il faut maintenant aller en Chine pour retrouver la classe ouvrière. La classe ouvrière européenne a une misère différente, et elle est beaucoup moins nombreuse. Je crois que la classe ouvrière du XIX^e siècle, celle qui a formé cette notion même, le prolétariat de Manchester décrit par Friedrich Engels, n'existe plus chez nous.

Il y a en fait une évolution spectaculaire, que je vous avoue ne pas comprendre tout à fait : l'Europe semble cesser de produire. Et elle semble être contente à la pensée que les autres vont maintenant le faire à sa place : les chaussures sont produites en quantité suffisante par les Chinois, alors les Italiens n'auraient plus besoin de les fabriquer... On peut penser qu'il y a une sorte de partage des fonctions dans le cadre de la globalisation. L'Inde, qui est un pays de très grande pauvreté, maîtrise par ailleurs les services les plus sophistiqués, comme il y en a peu dans le monde. La comptabilité d'une entreprise moyenne américaine ou sud-africaine peut être faite en Inde par téléphone, ou par Internet.

La production était l'essence de la vie pour la majorité des populations européennes. Elle ne l'est plus. Comment faire face à cela ? Comment peut-on vivre sans produire ?

Mais la production de valeur n'est pas réductible à une production tangible...

Bien sûr, on produit autre chose : on produit des services, de l'intelligence, des technologies mais c'est quand même un grand changement, non seulement économique, mais aussi culturel. Cela pose un problème de psychologie qui va beaucoup plus loin que la simple question économique. Si la globalisation nous dérouté tellement, c'est parce qu'elle nous apporte des surprises de ce genre.

Je suis assez réaliste pour ne pas me fâcher avec l'histoire qui aura lieu. Je ne dirai pas comme Maître Pangloss que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles, mais – puisque cela est devenu notre réalité – je dirais quand même qu'il faut penser à s'adapter aux nouvelles exigences du monde qui nous entoure. Je ne suis pas sûr que nous sachions déjà comment le faire, mais l'Union européenne est certainement un élément de réponse.

Lorsque les Pères Fondateurs ont posé les bases de l'intégration européenne, ils ne pouvaient sans doute pas s'imaginer les défis qui apparaîtraient un demi-siècle plus tard. Cette intégration européenne, telle qu'elle a été inventée par le Traité de Rome, n'en reste pas moins le meilleur instrument grâce auquel l'Europe pourra répondre aux défis du siècle : la globalisation, les changements de structure – tout ce que ce siècle nous apporte comme dangers et comme chances...

